

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1921.

Projet de loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le but du présent projet est le renforcement de l'obligation de l'enseignement primaire. La nécessité de cette obligation n'est plus contestée à l'heure actuelle ; elle a été formellement consacrée par le législateur dans la loi du 19 mai 1914. Or, l'expérience a démontré que la loi n'est pas efficace ; que les formalités du contrôle sont inutilement compliquées, que les sanctions vis-à-vis des parents négligents sont insuffisantes.

Il nous paraît inutile de justifier ces appréciations qui sont devenues banales ; s'il en était besoin, nous produirions au Parlement les rapports de l'inspection qui démontrent combien la situation est lamentable.

Les modifications que nous proposons concernent donc deux ordres de faits principaux : simplification du contrôle, aggravation des sanctions. En outre, nous croyons utile de supprimer des dispositions transitoires devenues sans objet et de mettre au point certains détails.

A. SIMPLIFICATION DU CONTRÔLE.

1. Contrôle de l'inscription des élèves.

ÉTAT ACTUEL. — 1. Tous les ans, dans la seconde quinzaine du mois d'août, les administrations communales délivrent à l'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire la liste des enfants d'âge scolaire ;

2. Dans la première quinzaine de septembre, des affiches, placardées par les soins des administrations communales, rappellent aux parents les obligations qui pèsent sur eux en matière d'instruction de leurs enfants ;

3. a) Les chefs des écoles primaires soumises à l'inspection de l'État font

parvenir à l'inspecteur cantonal, *dans la huitaine de la rentrée des classes*, un relevé des élèves inscrits dans leur établissement ;

b) Les parents des élèves instruits soit dans un autre établissement d'instruction, soit à domicile, ont à aviser directement l'inspecteur cantonal *avant le 1^{er} octobre* ;

Il en est de même :

c) des parents qui ont à faire valoir des motifs d'exemption prévus par l'article 2 de la loi organique, ou qui désirent retarder d'un an le commencement des études primaires de leur enfant, conformément au droit que leur confère l'article 3, alinéa 2 de la même loi.

4. L'inspecteur cantonal pointe sur les listes délivrées par les administrations communales, les noms qui lui ont été ainsi fournis par les chefs d'école et les chefs de famille.

5. Les chefs de famille en défaut de faire inscrire leurs enfants dans une école ou d'aviser l'inspecteur cantonal sont rappelés par celui-ci au respect de la loi, *par lettre recommandée* envoyée par la poste ;

6. L'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix, le chef de famille qui n'a pas répondu *dans la huitaine*.

CRITIQUE. — Les inspecteurs cantonaux ne parviennent pas à assurer dans les délais fixés, — qui doivent nécessairement être très courts — toutes ces opérations longues et fastidieuses. Ils demandent à être secondés. Ils se plaignent de la lenteur des administrations communales à leur fournir la liste des enfants d'âge scolaire et des nombreuses erreurs dont fourmillent ces listes ; ils font observer avec raison que le début de l'année scolaire peut varier d'une école à l'autre et qu'il convient de tenir compte de ce fait. Ils expriment le vœu que les directeurs de *toutes* les écoles indistinctement soient tenus de leur fournir la liste de leurs élèves soumis à l'obligation scolaire. Enfin, ils disent avec raison, qu'ils ne sont pas outillés pour rechercher le nouveau domicile des très nombreux parents qui sont partis sans laisser d'adresse et qui n'ont pu être touchés par leurs lettres recommandées ; ils sollicitent pour cet objet, le concours de la police locale.

REMEDES PROPOSÉS. — I. — Les inspecteurs cantonaux seront désormais secondés dans le travail du pointage des listes :

a) par les administrations communales qui devront mettre un local à leur disposition et leur assurer l'aide du personnel communal ;

b) par les chefs des écoles primaires inspectées par l'État, et des autres écoles dépendant des pouvoirs publics, ou par leurs délégués ;

c) par des instituteurs des écoles primaires soumises à l'inspection de l'État, dont l'aide pourra au besoin être requise non seulement pour le pointage des listes, mais encore pour le travail administratif subséquent. Nous sommes persuadés que les membres du personnel enseignant tiendront à honneur de seconder l'autorité supérieure dans sa lutte contre l'ignorance ou le laisser-aller coupable de certains parents.

Il ne nous paraît point opportun d'obliger les chefs de *toutes* les écoles

non soumises à l'inspection de l'État de communiquer la liste de leurs élèves d'âge scolaire. D'aucuns y verraient — à tort à notre avis — une atteinte à la liberté de l'enseignement. Pour la facilité du contrôle, cette obligation peut être imposée sans inconvénient aux chefs des écoles dépendant des pouvoirs publics. Quant aux autres, la loi permettrait aux chefs de famille de se décharger sur le chef d'école de l'obligation d'avertir l'inspecteur cantonal. Etant donné la loi du moindre effort, il est à présumer que cette pratique se généraliserait rapidement à la demande des parents eux-mêmes.

II. — Enfin, la police locale sera chargée de rechercher les parents qui n'ont pu être touchés par la mise en demeure de l'inspecteur cantonal.

Ces dispositions nouvelles constituent les articles 1 et 2 du projet, dont le texte est appelé à remplacer respectivement celui des articles 8 et 9 de la loi organique de l'enseignement primaire.

2. Contrôle de la fréquentation scolaire par l'instituteur.

ÉTAT ACTUEL. — En vertu de l'article 6 de la loi organique, doivent être considérés comme suivant régulièrement les cours, *les élèves qui, sans motifs légitimes, n'en sont absents pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois*. Le même article énumère d'autre part quels sont les motifs réputés légitimes et laisse à l'inspection scolaire et éventuellement au juge de paix le soin d'apprécier la valeur des autres circonstances exceptionnellement invoquées.

Les enfants de bateliers, forains et autres ambulants sont astreints à l'obligation scolaire lorsqu'ils séjournent au moins vingt-huit jours consécutifs dans une commune. *Pratiquement, cette disposition n'est jamais appliquée.*

CRITIQUE. — Le personnel enseignant se plaint à juste titre de la tolérance des trois demi-journées scolaires inscrites dans la loi : puisque les parents ont à leur disposition toute une gamme d'excuses, qu'ils invoquent par ailleurs avec une maîtrise consommée, pourquoi leur concéder encore bénévolement trois demi-journées scolaires par mois, sans leur en demander compte ?

Le personnel a raison. Beaucoup d'enfants ne se font pas faute d'épuiser leur *droit* et de s'absenter les jours de marché, par exemple, au grand dam de leur instruction et de la bonne marche des classes.

Les chefs d'école se plaignent d'autre part de ce que les parents abusent sans vergogne du motif « maladie de l'enfant ». Souvent ils acquièrent la certitude que la maladie est simulée ou qu'elle sert de simple prétexte. Ils demandent que les parents soient tenus d'appuyer d'un certificat médical leur justification de l'absence. Cela est évidemment excessif.

Parfois le motif invoqué est la misère, le manque de vêtements convenables ou d'une alimentation suffisante. Lorsque ce motif est reconnu fondé, le devoir de l'autorité est d'intervenir en faisant cesser la cause du mal.

En outre, les fréquents changements d'école au cours de l'année scolaire sont particulièrement fâcheux. Lorsqu'un chef d'école se montre quelque peu sévère et pointilleux à l'endroit de la fréquentation régulière, les parents

retirent leurs enfants de son institution et essayent de le placer ailleurs où l'on est plus conciliant. Très souvent, ils prétextent un changement d'école pour se dérober entièrement à l'obligation scolaire. Lorsque le hasard veut qu'ils soient découverts par l'inspection, les enfants ont pu rester éloignés de tout enseignement pendant de longs mois.

Quant aux enfants des bateliers, forains, etc., ils ne reçoivent aucune instruction lorsqu'ils accompagnent leurs parents dans leurs pérégrinations.

REMÈDES PROPOSÉS. — Il convient de supprimer la tolérance des trois demi-journées scolaires par mois; il suffit d'élaguer de l'alinéa premier de l'article 6 de la loi organique le membre de phrase ci-après : « c'est-à-dire, » n'en soient absents sans motifs légitimes pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois ».

Pour ce qui est du contrôle des excuses basées sur la maladie de l'enfant, il ne peut être question d'exiger des parents la production d'un certificat médical à l'appui de leur justification : cette prescription serait considérée par la masse comme vexatoire et onéreuse. La police locale pourrait être utilement chargée de ce contrôle. Elle aurait vite fait de découvrir les subterfuges; la visite d'un agent de l'autorité ou un appel chez le commissaire produiraient, dans l'immense majorité des cas, l'effet désiré. La chose se pratique déjà officieusement dans certains faubourgs de la capitale et la fréquentation des écoles dont les directeurs ont eu la sage précaution de s'assurer le concours de la police est particulièrement régulière.

Si le chef d'école apprend que la non fréquentation de l'école ou la fréquentation irrégulière est due à la misère, il devrait avoir l'obligation de signaler le cas à la section locale de l'OEuvre de l'Enfance et, à défaut de celle-ci, à une autre œuvre d'assistance ou à l'administration communale. Afin de favoriser l'éclosion et le développement de ce genre d'œuvres, j'ai demandé l'inscription au budget pour 1921 d'un crédit de 200,000 francs destiné à être distribué sous forme de subsides.

Les changements d'école au cours de l'année scolaire doivent être interdits, sauf lorsque les parents transportent leur domicile dans une autre localité ou un autre quartier de la ville. Cette mesure peut être prise sans inconvénient, car les tendances philosophiques des écoles et leur valeur pédagogique sont suffisamment connues du public. Toutefois, pour sauvegarder les intérêts moraux des parents, la loi devra prévoir que si, au cours de l'année, un chef de famille sollicite un changement d'école pour son enfant, en alléguant des motifs graves, l'inspecteur cantonal aura le pouvoir d'autoriser ce changement; en cas de refus de sa part, un recours serait ouvert auprès de l'inspecteur principal et, éventuellement, auprès du Ministre qui statuera en dernier ressort. Le régime proposé fonctionne déjà dans maintes communes, à l'entière satisfaction de tous, après une entente librement consentie entre les chefs des écoles des diverses catégories; il peut donc être généralisé sans inconvénient.

Le mode de fréquentation scolaire à imposer aux enfants de bateliers, forains, etc., accompagnant leurs parents, ne peut être réglé dans ses détails

par voie législative. Il nous a paru expédient de vous demander de charger le Gouvernement du soin d'édicter les mesures nécessaires.

Les modifications envisagées ci-dessus se trouvent formulées en textes de loi aux articles 3 et 4 du projet.

3. Contrôle de la fréquentation scolaire par l'inspecteur cantonal.

ÉTAT ACTUEL. — 1. Tous les deux mois les chefs d'école transmettent à l'inspecteur cantonal la liste des élèves qui, sans excuse valable, n'ont pas régulièrement suivi les classes;

2. L'inspecteur cantonal avertit les chefs de famille négligents, de ce qu'ils seront dénoncés au juge de paix, en cas de nouveau manquement au cours de la même année,

3. L'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix les parents qui n'ont tenu aucun compte de son avertissement.

CRITIQUE. — Le délai de *deux mois* est beaucoup trop long. Les enfants peuvent impunément être absents pendant deux longs mois, pourvu que, après l'avertissement de l'inspecteur, ils suivent régulièrement les cours. La répression pour être efficace, doit être prompte; sous le régime actuel, il arrive que des parents en défaut ne sont poursuivis que quatre, cinq ou six mois après la contravention et que les coupables ont déjà perdu le souvenir de leur faute. D'aucuns ont demandé la suppression de l'avertissement avant les poursuites, parce qu'ils le considèrent comme superflu. Il n'en est rien pourtant. La plupart des inspecteurs constatent que cet avertissement est réellement efficace tant qu'il s'adresse à des parents qui n'ont pas encore vu le prétoire. Mais leurs mises en demeure restent inopérantes sur des chefs de famille qui ont appris à connaître la trop paternelle bienveillance des juges de paix.

Les inspecteurs cantonaux se plaignent par contre du surcroît de travail matériel que leur vaut l'application de cette formalité.

REMÈDES PROPOSÉS. — Au lieu de transmettre seulement *tous les deux mois*, à l'inspecteur cantonal la liste des élèves irréguliers, les chefs d'école les transmettront au milieu et à la fin de chaque mois, soit deux fois par mois. Pour faciliter le travail de l'inspecteur, ils joindront à la liste, des cartes toutes préparées à l'adresse des parents négligents. Cette collaboration du personnel des écoles rendra la tâche de l'inspection plus aisée.

Enfin, la police locale et la police d'État seconderont les efforts des chefs d'école et de l'inspection cantonale en ramenant ou en faisant ramener à leur école, les élèves qu'ils rencontreront vagabondant dans les rues ou les champs pendant les heures de classe.

Des dispositions dans ce sens sont prévues à l'article 5 du présent projet de loi.

B. RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS.**Procédure. — Sanctions.**

ÉTAT ACTUEL. — 1. Dénonciation par l'inspecteur cantonal : Au début de l'année, l'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix les chefs de famille qui n'ont fait inscrire leurs enfants dans aucune école ou qui ne lui ont pas fait savoir qu'ils les faisaient instruire à domicile. Tous les deux mois, il lui dénonce les parents, dont les enfants n'ont pas régulièrement suivi les cours au vœu de la loi.

2. Convocation des parents négligents chez le juge de paix. Le juge de paix convoque les chefs de famille négligents et use de tous moyens de persuasion pour amener les intéressés à l'accomplissement de leur devoir.

3. Première sanction : l'affichage. a) Si le chef de famille ne comparait pas sur la citation ;

b) S'il s'obstine dans sa négligence pendant plus de quinze jours après le premier avertissement ;

c) S'il récidive dans les douze mois qui suivront cet avertissement, le juge de paix constate le fait relevé contre lui, et ses noms, prénoms et qualités sont affichés pendant un mois à la façade de la maison communale du lieu de sa résidence.

4. Seconde sanction : l'amende de 1 à 10 francs. — Dans les mêmes cas, s'il y a mauvais vouloir, le juge prononce en outre une amende de 1 à 10 francs.

5. Sursis. — Il est sursis à l'exécution du jugement condamnant à l'amende, pendant un délai de six mois à compter de la date du jugement. La condamnation est considérée comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné ne récidive pas en *matière scolaire*.

6. Opposition et appel. — La décision du juge de paix est sujette à opposition et appel.

7. Intervention du juge des enfants. — Si le juge de paix constate l'inefficacité des sanctions appliquées, ou s'il ne peut atteindre ceux qui ont la garde de l'enfant, celui-ci peut être déféré au juge des enfants de l'arrondissement, qui s'efforce de lui faire fréquenter régulièrement l'école et, en cas de mauvaise volonté, peut prendre les mesures prévues par la loi du 15 mai 1912.

CRITIQUE. — Ceux qui ont dû collaborer à l'exécution des dispositions en cause sont unanimes à reconnaître qu'elles sont complètement inefficaces. La procédure est trop lente et, disons-le sans ambages, trop naïvement paternelle. Les dénonciations ne se font que tous les deux mois et la liste en est forcément longue. A certains jours, les prétoires des justices de paix se remplissent donc de chefs de famille « négligents ». La vue de cette cohue de contrevenants les met en gaité et les stations chez le juge deviennent aisément le prétexte de liesse et de libations. Un inspecteur

cantonal des Flandres demande qu'il soit interdit aux juges de convoquer plus de cinquante contrevenants par audience !

Les pères de famille qui n'ont jamais eu maille à partir avec la justice et sont encore remplis de crainte à la pensée de l'appareil judiciaire, sont frappés de l'accueil bienveillant du juge : celui-ci écoute avec bonté et condescendance leurs doléances sur la dureté des temps, les nombreuses charges de famille, la nécessité de recourir au travail des aînés pour nourrir la maisonnée, etc., etc., et il les engage à s'efforcer de ne plus transgresser la loi à l'avenir. Ils font les promesses les plus formelles et s'en retournent chez eux rassérénés, et racontent partout qu'ils ont été *acquittés* et que le juge est « un homme qui entend raison ». A partir de ce jour, ils sont bien décidés à prendre toutes les licences avec l'obligation scolaire.

Beaucoup de parents ne comparaissent même pas à cette convocation et attendent les événements. Ils se moquent de l'affichage, car, s'ils ne sont pas aptes à concevoir la nécessité d'une bonne instruction pour leurs enfants, ils ne se sentiront certes pas atteints par cette peine purement morale. Il en est même qui disent qu'ils ont déjà été « affichés » à l'occasion de leur mariage et qui ne font aucune différence entre cette formalité administrative et la peine de l'affichage. Dans la plupart des communes rurales, l'affichage se fait dans le bureau même du secrétaire communal et nul n'y fait attention. L'affichage est à éliminer de la loi.

La peine de 1 à 10 francs est anodine. Etant donnée la dépréciation du franc, ces chiffres doivent être considérés comme étant réduits au quart. Très souvent, les parents préfèrent payer l'amende que de renoncer au salaire de leur enfants, dont une journée compense amplement la somme à verser. Certains employeurs, pour vaincre les dernières hésitations des parents et obtenir que ceux-ci leur louent les bras de leurs enfants, s'engagent à payer éventuellement à leur place les amendes et les frais de justice. Il est urgent d'augmenter le taux de l'amende et de ne pas reculer devant l'infliction de « l'emprisonnement de police ».

Sauf quelques rares exceptions, les greffiers des justices de paix ne font pas connaître en temps voulu les sentences aux inspecteurs cantonaux. Si ces derniers étaient avisés sans retard, ils pourraient demander au Procureur du Roi de se pourvoir en appel contre les jugements manifestement trop anodins. La loi devrait donc prescrire semblable notification.

L'intervention du juge des enfants n'est guère — pour ne point dire *pas* — sollicitée. Il est pourtant des cas où elle se justifierait pleinement. Les inspecteurs devraient avoir le droit de demander directement cette intervention, lorsqu'ils découvrent de ces cas flagrants d'exploitation de l'enfance par des parents ou des tuteurs sans vergogne.

REMEDES PROPOSÉS. — Il convient de supprimer, comme inutile, et à un certain point comme nuisible, la convocation chez le juge de paix prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 11 de la loi organique. Les parents négligents seraient donc immédiatement cités à comparaître.

Il y a lieu également de supprimer la peine anodine de l'affichage, dont le

public se gausse, et d'adopter, comme sanctions, *les peines de police*, c'est-à-dire *l'amende pour contravention* (1 à 25 francs), et *l'emprisonnement pour contravention* (un à sept jours). La seconde de ces peines ne serait appliquée que si la première se révélait inefficace.

Les grands coupables à atteindre, parce qu'ils sont la cause essentielle de la fréquentation irrégulière des classes, ce sont les employeurs qui utilisent la main-d'œuvre enfantine, alors même qu'une foule d'adultes sont condamnés au chômage. Si les parents ne parviennent plus à faire embaucher leurs enfants, ils ne seront plus placés entre leur devoir et leur intérêt, et l'accomplissement du premier sera moins pénible. Nous estimons qu'il faut appliquer tous les employeurs qui oublient à ce point leur devoir social les peines prévues à l'article 20 des lois coordonnées sur le travail des femmes et des enfants, article qui est ainsi conçu :

« Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront »
» sciemment contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés »
» relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs. Le »
» minimum de l'amende sera porté à 50 francs en cas d'infraction à l'ar- »
» ticle 2 de la présente loi (1).

» L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes »
» employées en contravention à la loi ou aux arrêtés, sans que la somme des »
» peines puisse excéder 1,000 francs.

» En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation anté- »
» rieuse, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse »
» dépasser 2,000 francs ».

Les articles 21 et 22 des mêmes lois leur seraient également rendus applicables. Voici le texte de ces articles :

« Article 21. Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs ou »
» gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la »
» présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs sans préjudice, »
» s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 »
» à 274 du Code pénal.

» En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation »
» antérieure, la peine sera doublée ».

« Article 22. — Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du »
» paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants. »

Afin de permettre à l'inspecteur cantonal de provoquer un appel des décisions du juge de paix qui lui paraîtraient anodines, l'officier du Ministère public près du tribunal de police devrait être tenu de faire connaître à l'inspecteur cantonal, immédiatement après chaque audience, les décisions rendues par le juge de paix en matière d'obligation scolaire.

Enfin, l'inspection scolaire devrait se voir reconnaître le droit de provoquer directement l'intervention du juge des enfants, sans passer par l'intermédiaire du juge de paix.

(1) Cet article porte qu'il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de 14 ans.

Les desiderata ci-dessus ont été formulés en texte de loi à l'article 6 du présent projet.

C. TEMPÉRAMENTS A L'OBLIGATION SCOLAIRE.

ÉTAT ACTUEL. — 1. Dans les écoles soumises à l'inspection de l'État, deux cent trente-cinq jours au moins doivent être consacrés à l'enseignement.

2. Les administrations communales et les directions des écoles soumises à l'inspection de l'État *peuvent*, sous l'approbation de l'inspection scolaire, arrêter un règlement établissant dans quelles conditions les chefs d'école ont le droit d'accorder aux élèves du 3^e et, sous la réserve ci-dessous indiquée, aux élèves du 4^e degré, des congés pour participer aux travaux saisonniers. Ces congés sont octroyés par écrit.

3. Ces congés ne peuvent excéder annuellement un total de 33 jours pleins, ni être accordés aux élèves du 4^e degré là où *cet enseignement est organisé sur la base du demi-temps*.

4. Dans les régions agricoles, les vacances et les jours de congé seront fixés, autant que possible, aux époques où c'est la coutume d'employer les enfants aux travaux des champs.

CRITIQUE. — Dans les 233 jours prévus, les demi-jours de classe du congé hebdomadaire sont abusivement comptés comme jours de classe pleins. Pour éviter toute interprétation fautive, on pourrait dire dorénavant *470 demi-journées scolaires*. De calculs faits par l'administration, il résulte toutefois qu'il y a opportunité à n'imposer que *460 demi-journées scolaires*, afin de ne pas obliger certaines villes à écourter la durée traditionnelle des vacances. La modification proposée aurait pour effet de gagner une trentaine de demi-journées scolaires pour l'instruction, ce qui n'est pas à dédaigner.

Les prescriptions relatives aux congés saisonniers ne sont guère observées. Il est peu de communes où un règlement a été arrêté et soumis à l'approbation de l'inspection. Cependant, si l'on veut que l'obligation scolaire devienne une réalité à la campagne, le législateur doit prévoir des congés *spéciaux* permettant aux enfants de concourir à certains travaux saisonniers urgents lesquels doivent s'accomplir à des époques déterminées et ne peuvent être différés parce que toute remise compromettrait les récoltes. Le Gouvernement, de son côté, doit tenir la main à ce que la réglementation arrêtée soit fidèlement observée, car une tolérance dégenère facilement en abus.

Quant au *demi-temps*, il est heureux qu'il n'ait été établi presque nulle part. Ce régime n'a d'ailleurs jamais existé chez nous, si ce n'est à titre temporaire dans des cas tout à fait exceptionnels. En Angleterre, où il sévit depuis près d'un demi-siècle déjà, les autorités voudraient bien en être débarrassés, car ce système constitue une cause constante de perturbation dans l'enseignement et nuit considérablement aux progrès des élèves réguliers.

REMÈDES PROPOSÉS. — Il y a lieu de remplacer les *233 jours* prévus par *460 demi-journées scolaires*. Le régime du *demi-temps* disparaîtrait de la législation.

La loi devrait prescrire à l'inspection de prendre l'initiative de la réglementation des congés saisonniers. Ceux-ci ne s'appliqueraient qu'aux travaux des champs, les seuls qui ne mettent pas en péril la santé des élèves.

Pour qui connaît le laisser-aller et l'inertie des administrations communales de la plupart des villages, l'intervention de l'inspection s'impose. MM. les inspecteurs principaux pourraient veiller particulièrement à l'élaboration rapide des règlements en cause. Toutes les fois que l'inspecteur principal ne parviendrait pas à établir un accord entre les diverses autorités scolaires de la localité, le Ministre interviendrait au mieux des intérêts des enfants et des populations et arrêterait lui-même un règlement.

Les modifications proposées font l'objet de l'article 7 du présent projet.

D. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

1. Le certificat d'études primaires.

ÉTAT ACTUEL. — 1. La loi du 19 mai 1914 a institué un certificat d'études primaires, dont la forme et les conditions de délivrance ont été réglées, sans distinction entre les établissements publics ou privés, par arrêté royal (1).

2. Le certificat d'études primaires dispense les élèves qui en sont porteurs du temps de scolarité obligatoire qu'il leur reste encore à accomplir, à partir de l'âge de 13 ans révolus.

CRITIQUE. — A notre avis, il est impossible à un enfant de 13 ans d'avoir parcouru avec fruit toutes les classes primaires jusque et y compris celles du 4^e degré. De plus, il n'appartient pas au législateur de favoriser le travail prématuré des enfants. Or, le maintien du second alinéa de l'article 5 de la loi organique semblerait encourager les parents à recourir au travail de leurs enfants avant la fin normale de la scolarité.

Quant au principe même de l'examen, un grand nombre de communes importantes et d'instituteurs sont hostiles, à l'organisation, par l'État, d'examens de fin d'études primaires, les premières parce qu'elles-mêmes ont instauré des examens de l'espèce; les autres, parce qu'ils en contestent l'utilité. Par contre, les inspecteurs principaux et cantonaux sont unanimes à demander le maintien de ces épreuves : ils y voient notamment un puissant stimulant pour le personnel et une condition essentielle du relèvement du niveau de l'enseignement primaire. Les inspecteurs demandent même que les examens soient étendus aux élèves finissant le 3^e degré.

REMÈDES PROPOSÉS. — La dispense, à partir de l'âge de 13 ans révolus, du temps de scolarité qu'il leur reste à accomplir, accordée par la loi du 19 mai 1914, aux élèves ayant obtenu le certificat de fin d'études primaires doit être supprimée.

L'examen serait maintenu; il serait même étendu aux élèves terminant le 3^e degré. Le règlement actuel serait révisé d'après les données de l'expérience qui a été faite en 1920.

(1) Arrêté royal du 18 juin 1920.

2. La fin de l'obligation scolaire retardée pour les enfants anormaux.

ÉTAT ACTUEL. — Les enfants anormaux sont soumis à la règle commune.

CRITIQUE. — Afin de mettre ces pauvres déshérités à même de gagner leur vie, il peut être utile de prolonger, au-delà des limites légales, l'éducation scolaire des anormaux *éducables*. Il serait peu pratique de demander à la loi de spécifier pour quels enfants et dans quelles conditions cette prolongation pourrait être imposée. Il serait plus expédient de s'en rapporter pour cet objet au Gouvernement.

REMÈDE PROPOSÉ. — Un arrêté royal déterminerait dans quelles conditions la période de scolarité pourrait être prolongée pour les enfants anormaux *éducables*.

3. Déclaration de fin d'études.

ÉTAT ACTUEL. — Aucune disposition ne prévoit la délivrance d'un acte officiel constatant que l'enfant a satisfait à l'obligation scolaire.

CRITIQUE. — Les inspecteurs du travail demandent que la fin des études primaires soit constatée par une pièce officielle, d'autant plus que cette fin ne coïncide pas toujours avec l'accomplissement de la quatorzième année. En effet, la loi exige que l'enfant consacre huit années aux études. Si le père de famille retarde d'une année le commencement des études primaires, ainsi qu'il en a le droit conformément à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi organique, l'enfant n'aura terminé ses études primaires que vers sa quinzième année. Il n'a guère été fait usage de cette faculté; on peut même dire qu'elle est inutile et comme elle complique en outre singulièrement le contrôle de la fréquentation scolaire, il conviendrait de la supprimer.

L'instauration d'une déclaration officielle de fin d'études primaires est d'autant plus nécessaire que les chefs d'industrie qui emploient la main-d'œuvre enfantine s'exposent à des pénalités s'ils recourent au travail d'enfants encore soumis à l'obligation scolaire. Il importe donc de les éclairer sur le droit des parents de louer les bras de leurs enfants.

REMÈDES PROPOSÉS. — Il y a lieu de supprimer pour les chefs de famille la faculté de retarder d'un an le commencement des études primaires. Le père de famille qui craint pour un enfant débile le régime de l'école, peut d'ailleurs invoquer le 4° de l'article 2 de la loi organique.

Il serait délivré aux enfants dont les parents en feraient la demande une déclaration de fin d'études primaires. Pour les enfants instruits dans une école soumise à l'inspection de l'État, les déclarations seraient délivrées par le chef d'école dont la signature serait légalisée, dans la forme ordinaire, par l'autorité communale compétente. Pour les autres enfants, la déclaration serait signée par l'inspecteur cantonal et revêtue du cachet de l'inspection, après que ce fonctionnaire aurait vérifié l'âge de l'enfant et se serait éventuellement assuré de la durée des études faites.

Les dispositions complémentaires développées ci-dessus, D, 1, 2 et 3, font l'objet des articles 8 et 9 du présent projet.

E. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

L'article 4 de la loi organique, qui indiquait les étapes suivant lesquelles l'obligation scolaire serait instaurée, n'a plus de raison d'être et peut être éliminé. C'est ce que propose l'article 10 du présent projet.

F. COORDINATION DES NOUVEAUX TEXTES AVEC LES TEXTES RESTÉS EN VIGUEUR.

Cette coordination se fera facilement et sans bouleversement de la numérotation des articles. (Art. 12 du projet).

G. CONCLUSION.

Ainsi révisée, la loi répondra mieux aux intentions du législateur de 1914. La discussion parlementaire elle-même sera utile, parce qu'un grand nombre de nos compatriotes ignorent l'existence de l'obligation scolaire. Edictée en 1914, elle n'a pu être appliquée, encore moins entrer dans les mœurs avant la guerre. Pendant l'occupation, elle a été rappelée par von Bissing et beaucoup l'ont considérée comme une contrainte ennemie. Après la victoire et l'armistice, les difficultés du retour à une situation normale, l'appel à la main-d'œuvre enfantine, l'appât des hauts salaires et un laisser-aller déplorable né des événements ont fait que les prescriptions de la loi sont restées lettre morte pour un trop grand nombre de chefs de famille. Il convient de réagir énergiquement dans l'intérêt même de notre jeunesse scolaire et de l'avenir du pays. Les pénalités renforcées feront réfléchir les parents récalcitrants et les employeurs peu scrupuleux.

Nous avons confiance que la nouvelle législation sera pleinement efficace, pourvu que les autorités chargées de collaborer à son exécution et tous les bons citoyens comprennent leur devoir. Dans peu d'années on pourra en constater les effets bienfaisants et le niveau intellectuel et moral de la Nation ne cessera de s'élever.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

DESTREE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 APRIL 1921.

Wetsontwerp

tot versterking van den leerplicht bij het lager onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsontwerp heeft ten doel den leerplicht bij het lager onderwijs te versterken. De noodzakelijkheid van die verplichting wordt thans niet meer betwist; de wetgever heeft ze uitdrukkelijk erkend in de wet van 19 Mei 1914. Doch de ondervinding heeft bewezen dat de wet niet doelmatig is; dat de toezichtsformaliteiten onnoodig ingewikkeld zijn, dat de strafbepalingen jegens de nalatige ouders ontoereikend zijn.

Het schijnt ons overbodig hier die al te dikwijls herhaalde beweringen te staven; moest het noodig blijken, dan zouden wij het Parlement in 't bezit stellen van de verslagen van het schooltoezicht welke bewijzen hoe erbarmelijk de toestand is.

De wijzigingen welke wij voorstellen, hebben dus betrekking op twee soorten van hoofdzaken: vereenvoudiging van het toezicht, verzwaring der strafbepalingen. Bovendien meenen wij dat het zijn nut heeft enkele overbodig geworden overgangsbepalingen af te schaffen en sommige bijzonderheden te regelen.

A. — VEREENVOUDIGING VAN HET TOEZICHT.

1. Toezicht over de inschrijving der leerlingen.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — 1. Ieder jaar, in de tweede helft der maand Augustus, wordt door de gemeentebesturen de lijst der leerplichtige kinderen aan den kantonnalen opziener van het lager onderwijs overhandigd;

2. In de eerste helft van September laten de gemeentebesturen berichten aanplakken, waarbij de ouders worden gewezen op de verplichtingen die hun inzake onderwijs hunner kinderen zijn opgelegd;

3. a) Binnen acht dagen na de heropening der klassen, doen de hoofden der

aan Staatstoezicht onderworpen lagere scholen een lijst der in hun inrichting ingeschreven leerlingen aan den kantonnalen opziener geworden ;

b) De ouders der leerlingen welke hetzij in een andere inrichting van onderwijs, hetzij aan huis worden onderwezen, moeten den kantonnalen opziener rechtstreeks, *vóór 1 October*, verwittigen ;

Hetzelfde geldt voor :

c) de ouders welke redenen tot vrijstelling kunnen doen gelden als voorzien bij artikel 2 der lager-onderwijswet, of welke den aanvang der lagere studiën van hun kind één jaar wenschen uit te stellen, overeenkomstig het recht dat artikel 3, 2^o lid derzelfde wet, hun verleent.

4. De kantonnale opziener teekent op de door de gemeentebesturen afgeleverde lijsten de namen aan welke hem aldus door de schoolhoofden en de gezinshoofden verstrekt zijn.

5. De gezinshoofden welke in gebreke blijven hun kinderen in een school te laten inschrijven of den kantonnalen opziener te verwittigen, worden door dezen bij *aangeteekenden* en over de post verzonden brief op de naleving der wet gewezen.

6. De kantonnale opziener klaagt het gezinshoofd dat *binnen acht dagen* niet geantwoord heeft bij den vrederechter aan.

CRITIEK. — De kantonnale opzieners kunnen al die lange en vervelende werkzaamheden niet voltooien binnen de vastgestelde termijnen, welke noodzakelijkerwijze kort moeten zijn. Zij vragen dat ze zouden geholpen worden. Zij klagen er over dat de gemeentebesturen zoo traag zijn in het verstrekken van de lijst der leerplichtige kinderen en dat die lijsten vol vergissingen staan ; zij doen te recht opmerken dat de aanvang van het schooljaar van school tot school kan verschillen en dat dit feit niet uit het oog mag worden verloren. Zij uiten den wensch dat de bestuurders van al de scholen zonder onderscheid zouden verplicht worden hun de lijst van hun schoolplichtige leerlingen te verstrekken. Eindelijk zeggen zij te recht dat zij niet over de vereischte hulpmiddelen beschikken om de nieuwe woonplaats der zeer talrijke ouders op te zoeken welke vertrokken zijn zonder hun adres achter te laten en welke niet konden bereikt worden door hun aangeteekende brieven ; zij vragen dat zij in deze door de plaatselijke politie zouden geholpen worden.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — I. De kantonnale opzieners zullen voortaan bij het aanteekenen der lijsten bijgestaan worden :

a) door de gemeentebesturen welke een lokaal te hunner beschikking moeten stellen en welker personeel hun behulpzaam moet zijn ;

b) door de hoofden der aan Staatstoezicht onderworpen lagere scholen en der andere van de openbare machten afhangende scholen, of door hun gemachtigden ;

c) door de onderwijzers der aan Staatstoezicht onderworpen lagere scholen, wier hulp desnoods mag ingeroepen worden niet enkel voor het aanteekenen der lijsten, maar ook voor het daarop volgend werk van administratieven aard.

Wij zijn er van overtuigd dat de leden van het onderwijzend personeel er een eer zullen in stellen de hoogere overheid bij te staan in haar strijd tegen de onwetendheid en de misdadige onverschilligheid van sommige ouders.

Het oogenblik schijnt ons niet gunstig om de hoofden van *al* de niet aan Staatstoezicht onderworpen scholen te verplichten de lijst van hun schoolplichtige leerlingen mede te deelen. Sommigen zouden er — en onzes inziens ten onrechte — een schending van de vrijheid van onderwijs in zien. Voor het gemak van het toezicht kan die verplichting gerust worden opgelegd aan de hoofden der scholen welke van de openbare machten afhangen. Voor de andere zou de wet de gezinshoofden kunnen machtigen de verplichting om den kantonnalen opziener te verwittigen over te laten aan het hoofd der school. Deze practijk zou vermoedelijk uit gemakzucht weldra algemeen gevolgd worden op verzoek van de ouders zelf.

II. Verder zal de plaatselijke politie gelast worden de ouders op te zoeken welke niet konden bereikt worden door de aanmaning van den kantonnalen opziener.

Deze nieuwe bepalingen vormen de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, waarvan de tekst onderscheidenlijk dien van de artikelen 8 en 9 der wet tot regeling van het lager onderwijs moet vervangen.

2. Toezicht over het schoolbezoek door den onderwijzer.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — Naar luid van artikel 6 der wet tot regeling van het lager onderwijs, moeten *de leerlingen welke niet zonder geldige reden meer dan drie halve schooldagen per maand afwezig blijven*, beschouwd worden als volgende geregeld de lessen. Hetzelfde artikel vermeldt verder welke de geldig geachte redenen zijn en laat de andere bij uitzondering aangevoerde omstandigheden over aan het oordeel van het schooltoezicht en, bij voorkomend geval, van den vrederechter.

De kinderen van schippers, foorkramers en rondtrekkende venters zijn aan schoolplicht onderworpen wanneer zij gedurende ten minste acht en twintig achtereenvolgende dagen in een gemeente verblijven. *In werkelijkheid wordt deze bepaling nooit toegepast.*

CRITIEK. — Het onderwijzend personeel klaagt te recht over de toegelaten afwezigheid gedurende drie halve schooldagen welke opgenomen zijn in de wet : vermits de ouders over een heelen reesem verontschuldigingën beschikken waarvan zij zich trouwens meesterlijk bedienen, waarom hun dan nog goedgunstig drie halve schooldagen per maand verleenē, zonder er hun rekenschap van te vragen?

Het personeel heeft gelijk. Een groot aantal kinderen aarzelen niet hun *recht* uit te putten en de marktdagen, bij voorbeeld, weg te blijven, tot groote schade van hun onderricht en van den goeden gang van het onderwijs.

De schoolhoofden klagen er bovendien over dat de ouders een schaamtelos misbruik maken van de reden « ongesteldheid van het kind ».

Dikwijls zijn zij er zeker van dat de ongesteldheid niet echt is of dat zij

doodeenvoudig een voorwendsel is. Zij vragen dat de ouders zouden verplicht worden een geneeskundig getuigschrift over te leggen tot staving van de reden der afwezigheid. Dat is natuurlijk overdreven.

Somtijds is armoede, gebrek aan fatsoenlijke kleeven of aan een voldoende voeding, de aangevoerde reden. Wanneer die reden gegrond wordt bevonden, is het plicht voor de overheid handelend op te treden en de oorzaak der kwaal te doen ophouden.

Bovendien is het veelvuldig veranderen van school in den loop van het schooljaar bijzonder schadelijk. Wanneer een schoolhoofd zich als iets of wat streng en nauwgezet in zake geregeld schoolbezoek doet kennen, nemen de ouders hun kinderen weg uit zijn inrichting en trachten zij ze elders te plaatsen waar men inschikkelijker is. Heel dikwijls geven zij een verandering van school voor om zich heel en gansch aan den schoolplicht te onttrekken. En wanneer ze dan toevallig door het schooltoezicht ontdekt worden, zijn de kinderen somtijds maanden lang van alle onderwijs verstoken gebleven.

Wat de kinderen van schippers, foorkramers, enz., betreft, die genieten geen onderwijs, wanneer zij hun ouders in hun zwerftochten vergezellen.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — De toegelaten afwezigheid gedurende drie halve schooldagen per maand dient afgeschaft; het volstaat het hiernavolgende zinsdeel uit het eerste lid van artikel 6 der lager-onderwijswet te verwijderen: « namelijk dat zij niet zonder geldige reden meer dan drie » halve schooldagen per maand afwezig blijven ».

Wat het onderzoeken der verontschuldigen betreft welke steunen op de ongesteldheid van het kind, dienaangaande kan er geen sprake van zijn van de ouders te eischen dat zij een geneeskundig getuigschrift zouden overleggen tot staving van de aangevoerde reden: dergelijk voorschrift zou door het volk als een plagerij en een last worden beschouwd. De plaatselijke politie zou met goed gevolg met dit werk kunnen worden belast. Zij zou weldra de verzinsels ontdekken; het bezoek van een agent der openbare macht of een bericht om vóór den commissaris te verschijnen zou, in de overgrootste meerderheid der gevallen, het gewenschte gevolg hebben. Zoo wordt er reeds, al is het niet officieel, in sommige voorsteden der hoofdstad te werk gegaan en de scholen waarvan de bestuurders de wijze voorzorg hebben genomen de hulp der politie in te roepen, worden bijzonder getrouw bezocht.

Zoo het schoolhoofd verneemt dat het niet-bezoeken der school of het ongeregeld bezoek aan armoede is te wijten, moet hem opgedragen worden het geval ter kennis te brengen van de plaatselijke afdeling der Kinderbescherming en, zoo er geen bestaat, van een ander liefdadigheidswerk of van het gemeentebestuur. Ten einde het ontstaan en het uithreiden van dergelijke werken te bevorderen, heb ik gevraagd dat er op de begroting voor 1921 een krediet van 200,000 frank zou uitgetrokken worden om uitgedeeld te worden als toelage.

Het veranderen van school in den loop van het schooljaar moet verboden worden, behalve wanneer de ouders naar een andere gemeente of naar een

andere wijk der stad verhuizen. Die maatregel kan gerust genomen worden, want de wijsgeerige strekking en de opvoedkundige waarde der scholen zijn voldoende bekend aan het publiek. Ten einde echter de zedelijke belangen der ouders te vrijwaren, zal de wet moeten voorzien dat, zoo een gezinshoofd in den loop van het jaar een verandering van school aanvraagt voor zijn kind en daarbij ernstige redenen aanvoert, de kantonnale opziener die verandering zal mogen toestaan; in geval van weigering zijnerzijds, kunnen de belanghebbenden in hooger beroep komen bij den hoofdopziener en, desnoods, bij den Minister, die uitspraak doet in laatste instantie. Het voorgestelde stelsel wordt reeds in menige gemeente tot algemeen genoegen gevolgd nadat de hoofden der verschillende soorten van scholen vrijelijk tot overeenstemming waren gekomen; de algemeene invoering er van zal dus wel geen bezwaar geven.

De wijze waarop de kinderen van schippers, soorkramers, enz., die hun ouders vergezellen, de school moeten bezoeken, kan niet in haar bijzonderheden bij de wet worden geregeld. Het heeft ons geschikt geschenen U te verzoeken het uitvaardigen der vereischte maatregelen aan de Regeering over te laten.

De hierbovenbedoelde wijzigingen zijn vervat in den tekst der artikelen 3 en 4 van het ontwerp.

3. Toezicht over het schoolbezoek door den kantonnalen opziener.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — 1. Om de twee maanden zenden de schoolhoofden aan den kantonnalen opziener de lijst der leerlingen, die, zonder geldige verontschuldiging, de school niet geregeld bezochten;

2. — De kantonnale opziener laat aan de nalatige gezinshoofden weten dat zij, bij herhaling binnen hetzelfde schooljaar, bij den vrederechter zullen aangeklaagd worden.

3. — De kantonnale opziener klaagt de ouders, welke geen rekening hebben gehouden met zijn waarschuwing, bij den vrederechter aan.

CRITIEK. — De termijn van *twee maanden* is veel te lang. De kinderen kunnen twee maanden lang ongestraft wegblijven, zoo zij, na de waarschuwing van den opziener, de lessen geregeld volgen. Zoo de beteugeling haar doel wil treffen, moet er snel ingegrepen worden; onder het tegenwoordig stelsel gebeurt het dat in gebreke zijnde ouders slechts 4, 5 of 6 maanden na de overtreding vervolgd worden en dat de schuldigen hun fout reeds vergeten zijn. Sommigen hebben gevraagd dat de waarschuwing vóór de vervolging zou afgeschaft worden, omdat zij ze als overbodig beschouwen. Dat is een verkeerde meening. De meeste opzieners stellen vast dat die waarschuwing wezenlijk doelmatig is wanneer zij ouders betreft welke nog niet in de gerechtszaal verschenen zijn. Doch hun aanmaningen blijven zonder uitwerking op de gezinshoofden welke de al te vaderlijke welwillendheid der vrederechters hebben leeren kennen.

De kantonnale opzieners klagen daarentegen over de toeneming van materiëlen arbeid welke het volbrengen dier formaliteit hun oplegt.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — In plaats van enkel *om de twee maanden* de lijst der onregelmatige leerlingen aan den kantonnalen opziener te zenden, sturen de schoolhoofden ze in het midden en op het einde van elke maand op, hetzij tweemaal per maand. Ten einde het werk van den opziener te vergemakkelijken, voegen zij gansch gereedgemaakte en aan de nalatige ouders gerichte kaarten bij de lijst. Deze medewerking van het onderwijzend personeel zal de taak van het schooltoezicht verlichten.

Verder zal de plaatselijke politie en de Staatspolitie de schoolhoofden en het kantonnaal schooltoezicht bijstaan door de leerlingen welke zij gedurende de schooltijden op straat of in het veld rondzwervend aantreffen, naar hun school te brengen of te laten brengen.

De in dien zien getroffen beschikkingen zijn voorzien bij artikel 5 van dit wetsontwerp.

B. BETEUGELING DER OVERTREDINGEN.

Rechtspleging. — Strafbepalingen.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — 1. *Aanklacht vanwege den kantonnalen opziener*: Bij den aanvang van het jaar, klaagt de kantonnale opziener de gezinshoofden, welke hunne kinderen in geen enkele school hebben laten inschrijven of welke hem niet hebben laten weten dat zij ze aan huis lieten onderwijzen, bij den vrederechter aan. Om de twee maanden, klaagt hij bij hem de ouders aan wier kinderen de lessen niet geregeld gevolgd hebben overeenkomstig de wet.

2. — *Oproeping der nalatige ouders om vóór den vrederechter te verschijnen*. De vrederechter roept de nalatige gezinshoofden op en wendt alle overredingsmiddelen aan om de belanghebbenden tot nakoming van hun plicht te bewegen.

3. — *Eerste strafbepaling: het aanplakken*. — a) Indien het gezinshoofd ten beteevende dage niet verschijnt;

b) Indien hij nalatig blijft gedurende meer dan vijftien dagen na de eerste waarschuwing;

c) Indien hij zich aan herhaling schuldig maakt binnen twaalf maanden na deze waarschuwing, stelt de vrederechter het tegen hem aangevoerd feit vast; tevens worden zijn naam, voornamen en beroep gedurende één maand aangeplakt aan den ingang van het gemeentehuis zijner verblijfplaats.

4. — *Tweede strafbepaling: de geldboete van 1 tot 10 frank*. — In dezelfde gevallen verwijst de rechter bovendien, zoo er slechte wil is, in een geldboete van 1 tot 10 frank.

5. — *Uitstel*. — De tenuitvoerlegging van het vonnis ter verwijzing in de geldboete, wordt uitgesteld voor een termijn van zes maanden te rekenen van den datum van het vonnis. De veroordeeling wordt als niet bestaande beschouwd zoo de veroordeelde het vergrijp *in schoolzaken* gedurende dat tijdsverloop niet herhaalt.

6. — *Verzet en hooger beroep*. — De beslissing van den vrederechter is vatbaar voor verzet en hooger beroep.

7. — *Tusschenkomst van den kinderrechter.* — Stelt de vrederechter vast dat de toegepaste strafbepalingen niet doelmatig zijn, of kan hij degenen, die voor het kind moeten zorgen, niet treffen, dan kan het kind worden verwezen naar den kinderrechter van het arrondissement; deze zal trachten dat het regelmatig naar school gaat en, in geval van kwaden wil, mag hij de bij de wet van 13 Mei 1912 voorziene maatregelen nemen.

CRITIEK. — Zij die hebben moeten medewerken aan de uitvoering van bovenstaande bepalingen, erkennen eenparig dat die beschikkingen heelmaal niet doelmatig zijn. De rechtspleging gaat te langzaam vooruit en, laten wij het ronduit verklaren, ze is te naïef vaderlijk. Enkel om de twee maanden worden er aanklachten ingediend en de lijst er van is noodzakelijkerwijze lang. Op sommige dagen zijn dus de gehoorzalen der vredege-rechten opgevuld met « nalatige » gezinshoofden. Deze maken zich vroolijk bij het zien van dien hoop overtreders, en het vertoeven bij den rechter geeft gemakkelijk aanleiding tot vermaak en drinkpartijen. Een kantonnaal opziener uit Vlaanderen vraagt dat het den rechters zou verboden worden meer dan 50 overtreders per terechtzitting op te roepen!

De huisvaders welke nooit met het gerecht in aanraking zijn geweest en met een heilige vrees vervuld zijn bij de gedachte aan de rechterlijke plechtstatigheid, staan verstomd over het vriendelijk onthaal van den rechter: deze luistert goedig en toegankelijk naar hun geklaag over de harde tijden, over de zware lasten van hun gezin, over de noodzakelijkheid om de oudste kinderen te laten werken ten einde in het onderhoud van vrouw en kroost te voorzien, enz., enz., en hij zet ze aan hun best te doen om voortaan de wet niet meer te overtreden. Ze doen de uitdrukkelijkste beloften en gaan gerustgesteld naar huis en vertellen overal dat ze *vrijgesproken* werden en dat de rechter « een man is die rede verstaat ». Van dien dag af zijn zij er vast toe besloten zich alle vrijheid met den leerplicht te veroorloven.

Vele ouders geven geen gevolg aan de oproeping, verschijnen niet en wachten af wat er gebeuren zal. Zij lachen met het aanplakken, want, zoo zij niet in staat zijn de noodzakelijkheid van een goed onderwijs voor hun kinderen in te zien, zal die zuiver zedelijke straf voorzeker geen vat op hen hebben. Er zijn er zelfs die verklaren dat zij reeds bij hun huwelijk « aangeplakt » werden en die geen verschil maken tusschen deze bestuursformaliteit en het als straf bedoelde aanplakken. In de meeste gemeenten van 't platteland, worden de namen aangeplakt in het kantoor van den gemeentesecretaris en niemand let er op. Het aanplakken dient uit de wet geweerd.

De straf van 1 tot 10 frank is veel te mild. Gezien de waardevermindering van den frank, moeten deze cijfers beschouwd worden als zijnde tot op een vierde verminderd. Heel dikwijls hebben de ouders liever de geldboete te betalen dan te verzaken aan het loon van hun kinderen wier dagloon ruimschoots opweegt tegen de te storten som. Om de laatste aarzelingen der ouders te overwinnen en van deze te bekomen dat zij hun kinderen als daglooners zouden verhuren, gaan sommige werkgevers de verbintenis aan,

bij voorkomend geval, de geldboeten en de gerechtskosten in hun plaats te betalen. Het is dringend noodzakelijk het bedrag der geldboete te verhoo- gen en niet te aarzelen tot hechtenis, voorzien bij de politiestraffen, te veroordeelen.

Behoudens eenige zeldzame uitzonderingen, brengen de griffiers der vrederechten de vonnissen niet te gelegener tijd ter kennis van de kanton- nale opzieners. Zoo deze onverwijld verwittigd werden, zouden zij den Procureur des Konings kunnen verzoeken in hooger beroep te komen tegen de uitspraken welke klaar en duidelijk te mild zijn. De wet zou dus derge- lijke kennisgeving moeten voorschrijven.

De tusschenkomst van den kinderrechtter wordt, om zoo te zeggen, nooit gevraagd. Daar zijn nochtans gevallen waarin ze ten volle zou gewettigd zijn. De opzieners zouden het recht moeten hebben deze tusschenkomst rechtstreeks aan te vragen, telkens als zij klaarblijkelijke gevallen ontdek- ken van uitbuiting der kinderen door schaamteloze ouders of voogden.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — De oproeping voor den vrederechter, voorzien bij het eerste lid van artikel 11 der lager-onderwijswet, dient afgeschaft als zijnde overbodig en, in zeker opzicht, schadelijk. De nalatige ouders zouden dus onmiddellijk gedaagd worden om te verschijnen.

De al te lichte straf van het aanplakken, waarmede het publiek den draak steekt, dient eveneens afgeschaft en als strafbepalingen dienen aangenomen, *de politiestraffen*, d. w. z. *de geldboete wegens overtreding* (1 tot 25 frank) en *de hechtenis wegens overtreding* (1 tot 7 dagen). De tweede der straffen zou enkel toegepast worden zoo de eerste ondoelmatig bleek.

De hoofdschuldigen welke moeten getroffen worden, omdat zij in de eerste plaats verantwoordelijk zijn voor het ongeregeld schoolbezoek, zijn de werkgevers welke kinderarbeid benuttigen, terwijl een menigte volwas- senen tot werkeloosheid zijn gedwongen. Zoo de ouders hun kinderen niet meer in loondienst kunnen laten arbeiden, zullen zij niet meer te kiezen hebben tusschen hun plicht en hun belang en hun plichtsvervulling zal minder zwaar vallen. Wij zijn van oordeel dat de straffen, voorzien bij artikel 20 der samengeordende wetten op den arbeid van vrouwen en kin- deren, dienen toegepast op al de werkgevers die derwijze hun maatschap- pelijken plicht verzuimen. Dit artikel luidt als volgt :

« De hoofden van onderneming, patroons, bestuurders of beheerders die » wetens en willens de bepalingen dezer wet en der besluiten voor hare uit- » voering overtreden, zullen gestraft worden met eene geldboete van 26 tot » 100 frank. Bij overtreding van artikel 3 dezer wet (1), wordt het minimum » der boete gebracht op 50 frank.

» De geldboete zal toegepast worden zooveel maal als er personen in » strijd met de wet of de besluiten werden gebezigd, zonder dat de geza- » menlijke boeten 1,000 frank mogen overtreffen.

(1) Naar luid van dit artikel is het verboden kinderen van minder dan 14 jaren in loon- dienst te laten arbeiden.

» Bij herhaling binnen de vijf jaar na de vorige veroordeeling, zullen de » straffen verdubbeld worden, zonder dat de gezamenlijke boeten 2,000 » frank mogen overtreffen. »

De artikelen 21 en 22 derzelfde wetten zullen hun eveneens worden toegepast. De tekst dier artikelen luidt als volgt :

« Artikel 21. — Hoofden van onderneming, patroons, eigenaars, bestuurders of beheerders, welke het toezicht belemmeren door deze wet voorgeschreven, zullen gestraft worden met eene geldboete van 26 tot 100 frank, » desgevallend onverminderd de toepassing der straffen, voorzien bij de » artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

» Bij herhaling binnen de vijf jaar na de vorige veroordeeling, zal de straf » verdubbeld worden. »

« Artikel 22. — De hoofden van onderneming zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der geldboeten, die ten laste hunner bestuurders of beheerders uitgesproken worden. »

Ten einde den kantonnalen opziener in staat te stellen hooger beroep uit te lokken tegen de beslissingen van den vrederechter welke hem te mild zouden schijnen, zou de ambtenaar van het Openbaar Ministerie bij de politierechtbank verplicht moeten worden, onmiddellijk na elke terechtzitting, de door den vrederechter in zake schoolplicht getroffen beslissingen ter kennis te brengen van den kantonnalen opziener.

Verder zou aan het schooltoezicht het recht moeten worden verleend om rechtstreeks de tusschenkomst van den kinderrechtter uit te lokken, zonder de bemiddeling van den vrederechter te moeten inroepen.

Bovenstaande desiderata zijn in wettekst omgewerkt in artikel 6 van dit ontwerp.

C. VERZACHTTE TOEPASSING VAN DEN LEERPLICHT.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — 1. In de aan Staatstoezicht onderworpen scholen, dienen ten minste tweehonderd vijf en dertig dagen aan het onderwijs te worden gewijd.

2. De gemeentebesturen en de besturen van de aan Staatstoezicht onderworpen scholen, *kunnen*, met goedkeuring van het schooltoezicht, een verordening opmaken tot regeling van de voorwaarden waaronder de schoolhoofden gerechtigd zijn om aan de leerlingen van den 3^{en} graad en, onder het hierna aangegeven voorbehoud, aan de leerlingen van den 4^{en} graad, verlof te verleen ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt. Die verloven worden schriftelijk verleend.

3. Die verloven mogen niet meer dan 35 volle dagen per jaar bedragen, noch verleend worden aan de leerlingen van den 4^{en} graad, *daar waar dit onderwijs volgens het halvetijdstelsel is ingericht.*

4. De vacantiën en de verlofdagen zullen, in de landbouwstreken, zoo veel mogelijk gesteld worden op de tijdstippen dat de kinderen gewoonlijk aan veldarbeid worden gebezigd.

CRITIEK. — In de 235 voorziene dagen zijn de halve schooldagen van het wekelijksch verlof ten onrechte geteld als volle schooldagen. Om alle ver-

keerde opvatting te voorkomen, zou men voortaan *470 schooltijden of halve schooldagen* kunnen zeggen. Het blijkt echter uit door het bestuur opgemaakte berekeningen, dat het beter zou zijn slechts *460 schooltijden* voor te schrijven, ten einde sommige steden niet te verplichten den traditioneele duur der vacantiën te verkorten. Door het aannemen van de voorgestelde wijziging zou men een dertigtal schooltijden voor het onderwijs kunnen uitwinnen, hetgeen niet te versmaden is.

De voorschriften aangaande de verloven ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt, worden niet nagekomen. Er zijn weinig gemeenten waar een verordening opgemaakt werd en onderworpen aan de goedkeuring van het schooltoezicht. Zoo we echter willen dat de schoolplicht een werkelijkheid worde in de landbouwgemeenten, moet de wetgever *bijzondere* verloven voorzien, waardoor het aan de kinderen wordt toegestaan mede te helpen aan sommige spoedeischende werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt en welke op bepaalde tijdstippen moeten verricht worden en niet mogen uitgesteld worden, omdat alle uitstel den oogst in gevaar zou brengen. De Regeering moet er harerzijds de hand aan houden dat de opgemaakte verordeningen getrouw nageleefd worden, want een toegestane vergunning ontaardt gemakkelijk in een misbruik.

Wat het *halvetijdstelsel* betreft, dit is gelukkig bijna nergens ingevoerd. Dit stelsel heeft trouwens te onzent nooit bestaan, tenzij tijdelijk in heel zeldzame gevallen. In Engeland, waar het reeds sedert ongeveer een halve eeuw in zwang is, zouden de overheden er graag van bevrijd worden, want dit stelsel brengt voortdurend storing te weeg in 't onderwijs en belemmert grootelijks de vorderingen der regelmatige leerlingen.

Voorgestelde verbeteringen. — De voorziene *235 dagen* dienen vervangen door *460 schooltijden of halve schooldagen*. Het *halvetijdstelsel* zou uit de wetgeving verdwijnen.

De wet zou moeten voorschrijven dat het schooltoezicht het initiatief moet nemen tot het maken van verordeningen op de verloven ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt. Die verloven zouden enkel mogen verleend worden voor veldarbeid, als zijnde de eenige arbeid welke de gezondheid der leerlingen niet in gevaar brengt.

Voor wie de onverschilligheid en de traagheid van de gemeentebesturen der meeste dorpen kent, is het optreden van het schooltoezicht noodzakelijk. De hoofdopzieners zouden er inzonderheid voor kunnen zorgen dat de bewuste verordeningen spoedig zouden opgemaakt worden. Telkens als de hoofdopziener de verschillende schooloverheden der gemeente niet tot overeenstemming zou kunnen brengen, zou de Minister zelf een verordening opmaken welke de belangen der kinderen en der bevolking meest bevordert.

De voorgestelde wijzigingen zouden vervat zijn in artikel 7 van dit ontwerp.

D. AANVULLINGSBEPALINGEN.**1. Het bewijs van lagere studiën.**

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — 1. De wet van 19 Mei 1914 heeft een bewijs van lagere studiën ingesteld, waarvan de vorm alsmede de verisichten tot aflevering, zonder onderscheid tusschen openbare en private inrichtingen, bij Koninklijk besluit geregeld zijn (1).

2. De leerlingen welke het bewijs van lagere studiën bekomen hebben, worden, van hun volle 13 jaar af, vrijgesteld van den verplichten leertijd welken zij nog moesten uitdoen.

CRITIEK. — Onzes inziens, is het onmogelijk voor een kind van 13 jaar, al de lagere klassen tot en met die van den 4^{en} graad met vrucht doorloopen te hebben. Bovendien moet de Wetgever het te vroege arbeiden der kinderen niet bevorderen. Welnu, het behoud van het tweede lid van artikel 3 der lager-onderwijswet schijnt de ouders aan te zetten zich van den arbeid hunner kinderen te bedienen vóór het normale einde van den leertijd.

Wat het beginsel zelf van het examen betreft, dienaangaande heeft het inrichten door den Staat van examens van voleindigde lagere studiën tegenkanting ondervonden vanwege een groot aantal belangrijke gemeenten en vanwege talrijke onderwijzers en zulks omdat de eersten zelf dergelijke examens hebben ingericht en de anderen er het nut van betwisten. De hoofdopzieners en kantonale opzieners, daarentegen, vragen eenparig dat die proeven zouden gehandhaafd worden : zij zien er namelijk een krachtigen prikkel in voor het onderwijzend personeel en een noodzakelijke voorwaarde tot verbetering van het lager onderwijs. De opzieners vragen zelfs dat de examens zouden verplicht gesteld worden voor de leerlingen die den 3^{en} graad geëindigd hebben.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — De bepaling waarbij de leerlingen welke het bewijs van lagere studiën hebben bekomen, naar luid van de wet van 19 Mei 1914, van hun volle 13 jaar af, vrijgesteld worden van den leertijd welken zij nog moesten uitdoen, moet vervallen.

Het examen zou gehandhaafd worden; het zou zelfs verplicht gesteld worden voor de leerlingen welke den 3^{en} graad eindigen. De tegenwoordige regeling zou herzien worden volgens de gegevens der proef welke men in 1920 genomen heeft.

**2. Het einde der schoolplichtigheid uitgesteld voor de
abnormale kinderen.**

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — De abnormale kinderen volgen den gemeenschappelijken regel.

(1) Koninklijk besluit van 18 Juni 1920.

CRITIEK. — Ten einde deze misdeelden in staat te stellen hun brood te verdienen, kan het nuttig zijn het onderricht der *voor opvoeding geschikte* abnormalen langer te laten duren dan bij de wet wordt voorzien. Het zou onpractisch zijn van de wet te eischen dat zijn nauwkeurig vermeldt voor welke kinderen en onder welke voorwaarden die verlenging zou kunnen worden voorgeschreven. Beter ware het dienaangaande de beslissing over te laten aan de Regeering.

VOORGESTELDE VERBETERING. — Een Koninklijk besluit zou bepalen onder welke voorwaarden de leertijd zou kunnen verlengd worden voor de voor opvoeding geschikte abnormale kinderen.

3. Verklaring van voleindigde studiën.

TEGENWOORDIGE TOESTAND. — Geen enkele bepaling voorziet het uitreiken van een officieel stuk waaruit blijkt dat het kind aan den leerplicht heeft voldaan.

CRITIEK. — De arbeidsopzieners vragen dat het einde der lagere studiën zou vastgesteld worden door een officieel stuk, vooral daar dit einde niet altijd samenvalt met het volbrengen van het 14^e jaar. De wet eischt inderdaad dat het kind 8 jaren aan de studiën besteedt. Zoo de huisvader den aanvang der lagere studiën één jaar uitstelt, waartoe hij het recht heeft naar luid van het tweede lid van artikel 3 der lager-onderwijswet, zal het kind zijn lagere studiën slechts tegen zijn 13^e jaar voltooid hebben. Van dit recht werd er geen gebruik gemaakt; men mag zelfs zeggen dat het overbodig is en daar het bovendien het toezicht over het schoolbezoek heel ingewikkeld maakt, zou het moeten afgeschaft worden.

Het instellen van een officiële verklaring van voleindigde lagere studiën is des te noodzakelijker daar de industrieelen welke kinderarbeid benutten, zich aan straffen blootstellen zoo zij nog schoolplichtige kinderen in loondienst laten arbeiden. Zij dienen dus ingelicht te worden over het recht der ouders om hun kinderen als daglooners te verhuren.

VOORGESTELDE VERBETERINGEN. — Het recht der gezinshoofden om den aanvang der lagere studiën één jaar uit te stellen, dient afgeschaft. De huisvader welke het schoolgaan voor een zwak kind vreest, kan zich trouwens beroepen op het bepaalde onder n^o 4 van artikel 2 der lager-onderwijswet.

Er zou een verklaring van voleindigde lagere studiën afgeleverd worden aan de kinderen wier ouders het zouden vragen. Voor de kinderen welke in een aan Staatstoezicht onderworpen school onderwezen worden, zouden de verklaringen afgeleverd worden door het schoolhoofd wiens handteekening in den gewonen vorm, door de bevoegde gemeenteoverheid zou gelegaliseerd worden. Voor de andere kinderen, zou de verklaring ondertekend worden door den kantonnalen opziener en voorzien van den stempel van het schooltoezicht, nadat voorinoemde ambtenaar den leeftijd van

het kind heeft onderzocht en zich, bij voorkomend geval, heeft vergewist van den duur der voltooide studiën.

De hierboven onder D, 1, 2 en 3 ontwikkelde aanvullingsbepalingen zijn vervat in de artikelen 8 en 9 van dit ontwerp.

E. OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 4 der lager-onderwijswet, waarin de termijnen worden opgegeven binnen dewelke de leerplicht moest worden ingevoerd, heeft geen reden van bestaan meer en mag vervallen. Dit wordt voorgesteld in artikel 10 van het ontwerp.

F. — SAMENORDENING VAN DE NIEUWE TEKSTEN MET DE TEKSTEN WELKE VAN KRACHT BLIJVEN.

Deze samenordening kan gemakkelijk geschieden zonder de volgorde der artikelen storend te wijzigen (Art. 12 van het ontwerp).

G. — BESLUIT.

De aldus herziene wet zal beter beantwoorden aan de bedoeling van den wetgever van 1914. De bespreking in de Kamers zelf zal eveneens nuttig zijn, vermits een groot aantal onzer landgenooten niet eens het bestaan van den leerplicht kennen. Uitgevaardigd in 1914, kon hij vóór den oorlog niet worden toegepast en nog minder kon die leerplicht in de zeden en gewoonten overgaan. Onder de bezetting heeft von Bissing hem doen toepassen en velen hebben hem beschouwd als een vijandelijken dwangmaatregel. Na de zegepraal en den wapenstilstand hebben de moeilijkheden om tot een normalen toestand te komen, de vraag naar kinderarbeid, het bekoorlijk vooruitzicht van hooge loonen en een jammerlijke door de gebeurtenissen veroorzaakte onverschilligheid tot gevolg gehad dat de wetsbepalingen een doode letter zijn gebleven voor een te groot aantal gezins-
hoofden. Daar dient krachtadig tegen opgekomen in het belang zelf van onze schooljeugd en van de toekomst van het land. De verzwaarde straffen zullen de weerspannige ouders en de onkiesche werkgevers tot nadenken brengen.

Wij vertrouwen dat de nieuwe wetgeving haar doel ten volle zal bereiken, op voorwaarde dat de overheden welke aan haar uitvoering moeten medewerken en al de rechtgeaarde burgers hun plicht begrijpen. Binnen enkele jaren zal men er den weldadigen invloed van ondervinden tot heil van de verstandelijke en zedelijke ontwikkeling van het Belgische Volk.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTREE.
